

Table des matières

Sommaire	3
Liste des principales abréviations	5
Introduction	7
Partie I. Les sources du droit du travail	11
Titre I. Les sources supranationales de droit du travail	14
<i>Chapitre I. Les sources de droit international</i>	<i>14</i>
Section I. Les traités internationaux.....	14
Section II. Les normes élaborées dans le cadre d'organisations internationales	14
<i>Chapitre II. Les sources de droit social européen</i>	<i>16</i>
Section I. Le droit européen résultant du Conseil de l'Europe.....	16
§I. La Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales	16
§II. La Charte sociale européenne	16
§III. La convention relative au statut juridique du travailleur migrant	16
Section II. Le droit de l'Union européenne.....	18
§I. Les normes résultant du droit européen.....	18
§II. La place du droit du travail de l'Union européenne.....	18
Titre II. Les sources nationales.....	20
<i>Chapitre I. Les sources étatiques</i>	<i>20</i>
§I. Les bases constitutionnelles du droit du travail	20
§II. La loi et les décrets.....	20
§III. La jurisprudence	20
<i>Chapitre II. Les sources professionnelles.....</i>	<i>22</i>
Section I. Les usages d'entreprise	22
§I. les critères de l'usage.....	22
§II. La dénonciation de l'usage	22
Section II. Le règlement intérieur.....	24
§I. Les conditions d'élaboration du règlement intérieur	24
§II. Le contrôle du règlement intérieur	24
§III. Le contenu du règlement intérieur	26
A. le contenu obligatoire (art. L1321-1)	26
B. Le contenu informatif	26
C. Le contenu facultatif	26
D. Le contenu interdit.....	26
Section III. La convention collective.....	28
Section IV. L'engagement unilatéral	28
Section V. Le contrat de travail.....	28

Partie II. Les relations individuelles de travail.....	31
Titre I. La conclusion du contrat de travail	34
Chapitre I. La naissance de la relation de travail.....	36
Section I. La notion de contrat de travail	36
§I. Le travail pour le compte d'autrui.....	36
§II. La rémunération.....	36
§III. Le lien de subordination	36
Section II. Le recrutement des salariés.....	38
§I. L'interdiction des discriminations.....	38
§II. L'encadrement des informations demandées.....	40
A. La recherche des informations par l'entreprise.....	40
B. La réponse du candidat	40
§III. Les autres principes	40
§IV. Les garanties destinées à assurer le respect des droits et des libertés des candidats	42
A. Le droit d'alerte.....	42
B. Les sanctions contre les discriminations	42
1. <i>L'action civile</i>	42
2. <i>L'action pénale</i>	42
Chapitre II. Les différents contrats de travail	44
Sous-Chapitre I. Le contrat à durée indéterminée et ses principales clauses.....	44
Section I. Les conditions de forme du contrat à durée indéterminée	46
§I. Le principe	46
§II. Les exceptions au principe	46
§III. Les formalités liées à l'embauche	46
Section II. Le contenu du contrat à durée indéterminée	48
§I. La période d'essai	50
A. Les conditions de validité de la période d'essai.....	50
1. <i>La source</i>	50
2. <i>La durée de la période d'essai</i>	50
3. <i>La prorogation</i>	50
4. <i>L'articulation avec les dispositions contractuelles ou conventionnelles</i>	50
B. La fin de la période d'essai	52
§II. La clause de non-concurrence	54
A. Les conditions de validité.....	54
B. Les conséquences et sanctions	54
Sous-Chapitre II. Le contrat à durée déterminée.....	56
Section I. Le recours au contrat à durée déterminée	56
§I. Les cas de recours au contrat à durée déterminée.....	56
§II. Les interdictions de recourir au contrat à durée déterminée.....	58
A. L'interdiction de recourir au contrat à durée déterminée après un licenciement pour motif économique	58
B. La protection d'un droit constitutionnel : le droit de grève	58
C. La protection de la santé.....	58
Section II. La durée du CDD	60
§I. Le contrat à terme précis	60
A. La durée maximale du contrat à durée déterminée	60
B. La durée minimale	60
C. Le renouvellement	60
§II. Le contrat à durée déterminée à terme imprécis.....	60

Section III. La succession de contrat à durée déterminée.....	62
§I. La succession immédiate de CDD avec le même salarié	62
§II. La succession immédiate de CDD sur le même poste.....	62
§III. La succession de CDD sur le même poste avec le même salarié	62
Section IV. La forme et le contenu du contrat à durée déterminée.....	64
Section V. La fin du CDD	66
§I. L'échéance du terme	66
§II. La rupture anticipée.....	66
A. La rupture anticipée abusive.....	66
B. La rupture anticipée licite.....	66
Section VI. Les sanctions du contrat à durée déterminée irrégulier	68
§I. La sanction civile : la requalification du contrat en contrat à durée indéterminée.....	68
§II. Les sanctions pénales.....	68
Titre II. Les conditions de travail.....	70
Chapitre I. La rémunération	72
Section I. La notion générale.....	72
§I. Les différentes formes de rémunération	72
§. II les éléments de rémunération	72
Section II. La fixation du salaire.....	74
§I. Le respect de l'ordre public salarial.....	74
§II. Le respect des minima	76
A. Les minima conventionnels.....	76
B. Le salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC).....	76
Section III. Les modalités de paiement	78
§I. La date et les modes de paiement du salaire.....	78
§II. La prescription des salaires	78
§III. Le bulletin de salaire.....	78
Section IV. La protection du salaire.....	80
§I. L'employeur est créancier du salarié.....	80
A. Les acomptes, avance, prêt.....	80
B. Les dettes de fournitures	80
§II. Les créanciers autres que l'employeur	80
Chapitre II. La durée du travail.....	82
Section I. Travail effectif et notions voisines	84
§I. Le travail effectif.....	84
§II. Les temps périphériques au travail effectif.....	86
§III. L'astreinte	88
Section II. La durée légale et les durées maximales de travail	90
§I. La durée légale	90
§II. Les durées maximales de travail.....	90
Section III. Les heures supplémentaires	92
§I. Le régime des heures supplémentaires.....	92
§II. Les contreparties.....	94
Section IV. La récupération des heures perdues.....	96
Section V. Les conventions de forfait.....	98
§I. Le forfait en heures hebdomadaire et mensuel.....	98
§II. Le forfait en heures annuel.....	100
§III. Le forfait annuel en jours.....	102
A. L'organisation du forfait jours annuel.....	102
B. La protection de la santé de la sécurité et du droit au repos.....	104

Section VI. Le travail à temps partiel.....	106
§I. La mise en place et mise en œuvre du travail à temps partiel.....	106
§II. Le statut du salarié à temps partiel.....	108
§III. La durée minimale.....	110
§IV. Les heures complémentaires et les compléments d'heures.....	112
A. Les heures complémentaires.....	112
B. Le(s) complément(s) d'heures par avenant au contrat de travail.....	114
§V. La répartition de la durée du travail.....	116
Section VII. Aménagement du temps de travail sur une période supérieure à la semaine.....	118
§I. L'aménagement négocié du temps de travail.....	118
§II. L'aménagement mis en place par décision unilatérale de l'employeur.....	120
Chapitre III. Les temps de repos.....	122
Section I. Le repos quotidien.....	122
Section II. Le repos hebdomadaire.....	124
§I. Les dérogations de droit et les dérogations conventionnelles.....	124
§II. Les autres dérogations au repos dominical.....	126
Section III. Les congés payés.....	128
§I. Le droit aux congés payés.....	128
§II. La durée des congés payés.....	130
§III. La prise des congés payés.....	132
A. Le décompte des congés payés.....	132
B. La période de congés payés.....	132
§IV. L'indemnité de congés payés.....	134
Section IV. Les jours fériés.....	136
Titre III. Les perturbations dans l'exécution du contrat de travail.....	138
Chapitre I. Le transfert d'entreprise.....	140
Section I. Les conditions du transfert.....	142
§I. Le transfert légal.....	142
§II. Le transfert est conventionnel ou volontaire.....	142
Section II. Les effets sur le contrat.....	144
§I. Le transfert résulte de l'article L 1224-1 du CT.....	144
§II. Le transfert est conventionnel ou volontaire.....	144
Section III. La rupture du contrat de travail.....	146
§I. Les licenciements antérieurs au transfert.....	146
§II. Les licenciements postérieurs au transfert.....	146
Chapitre II. La révision du contrat de travail et le changement des conditions de travail.....	148
Section I. La modification du contrat de travail.....	150
§I. Les hypothèses de modification du contrat.....	150
A. La rémunération du salarié.....	150
B. La qualification du salarié.....	150
C. La durée du travail.....	150
D. Le lieu de travail.....	150
§II. Le régime juridique applicable à la modification du contrat de travail.....	152
A. La proposition de modification.....	152
B. Les conséquences de la proposition.....	152
Section II. Le changement des conditions de travail.....	154
§I. Le contenu.....	154
§II. Le régime juridique applicable au simple changement des conditions de travail et aux situations assimilées.....	156

Chapitre III. La maladie du salarié.....	158
Section I. La suspension du contrat de travail.....	160
§I. Les conditions de la suspension pour maladie	160
A. Les obligations du salarié	160
B. Les conséquences du non-respect des obligations	160
§II. La situation du salarié pendant la suspension du contrat	162
A. L'indemnisation du salarié par l'entreprise	162
B. Le maintien des obligations contractuelles accessoires et du lien institutionnel.....	162
Section II. La rupture du contrat de travail.....	164
§I. Le principe : la nullité du licenciement lié à l'état de santé	164
§II. Le motif de licenciement est extérieur à la santé	164
Chapitre IV. La protection liée à la naissance d'un enfant.....	166
Section I. La protection de la femme en début de grossesse.....	168
Section II. La protection par le congé de maternité.....	170
Section III. La protection contre le licenciement	172
Titre IV. Le droit disciplinaire.....	174
Chapitre I. Les garanties de fond.....	174
Chapitre II. Les garanties procédurales.....	176
Section I. La convocation à un entretien préalable	176
Section II. L'entretien préalable	176
Section III. La notification de la sanction	176
Section IV. Le cas particulier des procédures conventionnelles.....	176
Chapitre III. Le contrôle prud'homal et ses suites.....	178
Section I. Un large pouvoir de contrôle conféré aux juges.....	178
§I. Le contrôle sur la régularité de la procédure.....	178
§II. Le contrôle sur le fait fautif	178
§III. Le contrôle sur la sanction	178
Section II. Les effets du contrôle.....	178
Titre V. La rupture du contrat à durée indéterminée	180
Chapitre I. Le licenciement	182
Sous-Chapitre I. Le licenciement pour motif personnel.....	182
Section I. La procédure de licenciement	184
§I. La procédure applicable à tout licenciement pour motif personnel	184
A. La convocation à l'entretien préalable	184
B. L'entretien préalable	184
C. La notification du licenciement.....	184
§II. Les exigences particulières en cas de licenciement fautif.....	184
Section II. La cause réelle et sérieuse.....	186
§I. La notion de cause réelle et sérieuse et son contrôle.....	186
A. La cause réelle.....	186
B. La cause sérieuse.....	186
C. Le contrôle de la cause réelle et sérieuse	186
§II. Les principales applications pratiques du licenciement pour motif personnel.....	188
A. Le licenciement pour faute du salarié.....	188
1. La faute sérieuse	188
2. La faute grave	188
3. La faute lourde.....	188

B. Le licenciement non fautif	190
1. <i>Le licenciement en raison de l'insuffisance du salarié</i>	190
2. <i>Le licenciement en raison d'une question relevant du comportement</i>	190
3. <i>Le licenciement pour un motif extra-professionnel</i>	190
4. <i>Le licenciement et certaines libertés individuelles</i>	190
Section III. Les droits des salariés licenciés	192
§I. Le droit au préavis	192
§II. L'indemnité de licenciement	192
§III. L'indemnité de congés payés	192
Section IV. Le contrôle judiciaire	194
§I. L'indemnisation forfaitaire du salarié	194
§II. L'allocation de dommages et intérêts	196
A. Les dommages et intérêts prévus aux articles L1235-2 et 3	196
1. <i>Les sanctions des irrégularités de procédure</i>	196
2. <i>Les sanctions de l'absence de cause réelle et sérieuse</i>	196
B. Les dommages et intérêts prévus par l'article L1235-5	198
1. <i>Les irrégularités de procédure</i>	198
2. <i>Les conséquences de l'absence de cause réelle et sérieuse</i>	198
§III. Le cumul des dommages et intérêts pour absence de cause réelle et sérieuse et irrégularités de procédure	198
§IV. Le référentiel indicatif	200
Sous-Chapitre II. Le licenciement pour motif économique	202
Section I. La définition du licenciement économique	204
§I. La cause qualificative du licenciement, le motif non inhérent à la personne du salarié	204
§II. La justification du licenciement pour motif économique	206
A. L'élément causal	206
1. <i>Les difficultés économiques</i>	208
2. <i>Les mutations technologiques</i>	210
3. <i>La réorganisation de l'entreprise nécessaire à la sauvegarde de la compétitivité</i>	210
4. <i>La cessation d'activité</i>	210
B. L'élément matériel	212
1. <i>La suppression d'emploi</i>	212
2. <i>La transformation d'emploi</i>	212
3. <i>Le refus d'une modification d'un élément essentiel du contrat</i>	212
Section II. Le reclassement du salarié	214
§I. L'étendue de l'obligation de reclassement	214
A. Le contenu de l'obligation de reclassement	214
B. Le périmètre du reclassement	214
§. II. Les conséquences du reclassement à la charge de l'employeur	216
A. L'employeur a formulé un ou des propositions	216
1. <i>Le salarié accepte la proposition</i>	216
2. <i>Le salarié refuse le reclassement</i>	216
B. L'employeur n'a proposé aucun poste de reclassement	216
1. <i>Le principe</i>	216
2. <i>Le tempérament</i>	216
Section III. L'ordre des licenciements	218
§I. l'établissement de l'ordre des licenciements	218
§II. L'application de l'ordre	218
§III. Les recours des salariés	218
Section IV. Les mesures sociales d'accompagnement	220

§I. La priorité de réembauche	220
A. Les conditions	220
1. Les conditions d'application de la priorité.....	220
2. Les conditions d'exercice de la priorité.....	220
B. Les sanctions du non-respect de la priorité.....	220
§II. Le plan de sauvegarde de l'emploi	222
A. Les conditions de mise en place du PSE	222
1. Les conditions posées par l'article L1233-61 du code du travail.....	222
2. Les licenciements successifs.....	222
B. L'élaboration du plan de sauvegarde de l'emploi	224
1. Le PSE est établi par un accord collectif majoritaire.....	224
2. L'élaboration du PSE par document unilatéral	226
3. Les sanctions.....	228
§III. Le congé de reclassement et le contrat de sécurisation professionnelle	230
Sous-Chapitre III. La nullité du licenciement.....	232
Section I. Le domaine de la nullité.....	232
§I. La nullité du licenciement des salariés spécialement protégés	232
§II. Le licenciement est attentatoire à des règles d'ordre public	234
Section II. Les conséquences de la nullité.....	236
Chapitre II. La rupture du contrat à l'initiative du salarié.....	238
Section I. La démission	238
§I. Les conditions	238
A. Les conditions de forme.....	238
B. Les conditions de fond.....	238
§II. Les effets de la démission.....	238
A. Les obligations du salarié	238
B. Les droits financiers du salarié démissionnaire	238
§III. La démission non valable.....	240
A. La démission nulle.....	240
B. La démission équivoque	240
1. La notion	240
2. Les effets.....	240
Section II. La prise d'acte de rupture et la résiliation judiciaire.....	242
§I. La prise d'acte de rupture	242
A. Les conditions	242
B. Les conséquences de la prise d'acte	242
§II. La résiliation judiciaire.....	244
A. Les demandeurs à l'action en résiliation judiciaire du CDI	244
1. La résiliation judiciaire par l'employeur	244
2. La résiliation judiciaire par le salarié	244
B. Les conditions	244
C. Les effets	244
Chapitre III. La rupture conventionnelle.....	246
Section I. Le domaine de la rupture conventionnelle.....	246
Section II. Le processus de construction de la rupture conventionnelle.....	248
§I. L'élaboration de la rupture conventionnelle	248
§II. La rétractation.....	248
§III. L'homologation de la rupture.....	248
Section III. Les effets de la rupture conventionnelle.....	250
§I. Les conséquences.....	250
§II. La contestation de la rupture conventionnelle	250

Partie III. Les relations collectives de travail	253
Titre I. La représentation élue et la représentation syndicale	256
<i>Chapitre I. Les entreprises soumises à l'obligation de mettre en place des représentants des salariés</i>	258
Section I. La mise en place ou le renouvellement des institutions	260
§I. La mise en place ou le renouvellement des représentants élus	260
A. L'élection des représentants et la durée du mandat.....	260
1. <i>L'élection des représentants</i>	260
2. <i>La durée des mandats</i>	260
B. Les conditions d'électorat et d'éligibilité.....	262
1. <i>Les conditions d'électorat</i>	262
2. <i>Les conditions d'éligibilité</i>	262
§II. La désignation des représentants syndicaux.....	264
A. Les conditions d'obtention du mandat	264
B. La durée du mandat	264
Section II. Le cadre d'implantation des représentants syndicaux et des représentants élus	266
§I. Le cadre d'implantation des représentants des syndicats	266
§II. Le cadre d'implantation des représentants élus	268
<i>Chapitre II. La protection des représentants</i>	270
Section I. La protection statutaire.....	270
§I. Les bénéficiaires et la durée de la protection.....	270
§II. La protection en matière de rupture du contrat de travail.....	272
§III. Les droits du salarié licencié.....	274
A. Le licenciement est régulier	274
B. Le licenciement prononcé est illégal	274
§IV. Les extensions du statut protecteur	276
A. Les extensions légales	276
B. Les extensions jurisprudentielles.....	276
Section II. Les moyens mis à disposition des représentants pour l'exercice de leurs missions	278
§I. Le crédit d'heures.....	278
A. Le crédit d'heures des représentants élus	278
B. Les heures de délégation des représentants syndicaux	280
§II. Les autres prérogatives.....	282
A. Les représentants élus	282
B. Les autres prérogatives accordées aux représentants des syndicats	284
<i>Chapitre III. L'organisation et les attributions des institutions</i>	286
Section I. Les attributions des délégués du personnel	288
§I. Les attributions générales.....	288
§II. Les attributions particulières des délégués du personnel	290
Section II. Les attributions du comité d'entreprise	292
§I. La gestion des activités sociales et culturelles	292
§II. Les attributions économiques du comité d'entreprise.....	294
Section III. Les attributions du CHSCT	296
Section IV. Les fonctions des représentants des syndicats.....	298

Titre II. La négociation collective.....	300
Chapitre I. La conclusion d'une convention collective.....	302
Section I. Les conditions de forme et de publicité	302
Section II. Les parties contractantes	304
§I. Les signataires initiaux	304
§II. L'adhésion	304
Section III. Les conditions de validité.....	306
§I. Les conditions de validité des conventions de branche et accords interprofessionnels	306
§II. Les conditions de validité des conventions d'entreprise	308
A. Les dispositions issues de la loi du 20 août 2008.....	308
B. Les dispositions issues de la loi du 8 août 2016	310
Chapitre II. L'applicabilité d'une convention.....	312
Section I. Les conditions d'applicabilité	312
Section II. Les situations particulières	314
Chapitre III. La durée des conventions collectives.....	316
Chapitre IV. La révision et les mécanismes pouvant conduire à l'extinction de la convention collective.....	318
Section I. La procédure et les effets de la révision	320
Section II. Les conditions et effets de la dénonciation	322
Section III. La mise en cause des conventions collectives	324
§I. Les règles générales.....	324
§II. Les règles spécifiques à la modification juridique.....	326
Chapitre V. Certaines spécificités des conventions de branches, accords interprofessionnels et des conventions d'entreprise	328
Section I. Les conventions de branche ou accords interprofessionnels	328
Section II. Les spécificités des conventions d'entreprise	328
Bibliographie sommaire.....	331
Index	335